

Envoyé en préfecture le 29/09/2025

Reçu en préfecture le 29/09/2025

Publié le

ID : 034-253401822-20250926-20250929-DE



**OC'CONSIGNE**  
**SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'INTÉRÊT COLLECTIF**  
**SOCIÉTÉ ANONYME**  
**A CAPITAL VARIABLE**  
**SIEGE SOCIAL : 2382 RUE DE LA FONTAINE DE LA BANQUIERE, 34970 LATTES**

**883 777 542 R.C.S. Montpellier**

**STATUTS**

*Mis à jour par suite des décisions de l'assemblée générale extraordinaire en date du 7 juillet 2025*

**Certifié conforme à l'original**

**Directrice Générale**  
**Cécile Degail**

## Préambule

### La vision

La Société Coopérative et Participative Oc'Consigne naît en 2021 de la volonté commune des trois co-fondatrices d'apporter leur pierre à l'édifice de ce qu'on appelle alors « le monde de demain » : proposer à notre territoire une nouvelle façon de consommer, une nouvelle façon de produire, basée sur le respect du vivant et ancrée sur le constat que les ressources exploitées par les humains sont limitées, précieuses et doivent être préservées.

Il s'agit aussi d'inventer un nouveau mode d'organisation du travail basé sur l'échange, la compréhension de points de vue divergents, la construction de stratégies fondées sur la prise de décision par consensus, l'écoute des contraintes des parties prenantes. Les trois co-fondatrices viennent d'horizons divers et le développement de la coopérative s'appuie sur leurs expériences multiples et riches.

Ainsi Oc'Consigne développe son activité en mettant l'accent sur la communication, la sensibilisation et le plaidoyer. Ses valeurs fondatrices s'articulent autour de 6 axes :

**L'ÉCOLOGIE ET LA CIRCULARITÉ** : s'engager dans un modèle qui respecte le vivant en contribuant à la réduction des déchets, du gaspillage et de l'impact environnemental des modes de production et de consommation.

**LA SOLIDARITÉ ET L'INCLUSION** : placer l'humain au centre de l'entreprise qui œuvre à l'intégration de tous.

**LA CONFIANCE ET LE RESPECT** : respecter les personnes, l'environnement et le travail bien fait.

**LA COOPÉRATION** : comprendre les intérêts de chacun, les prendre en compte et les dépasser pour défendre l'intérêt commun.

**L'ANCRAGE TERRITORIAL** : partir du terrain, de ses atouts et de ses contraintes spécifiques pour que les services proposés soient adaptés aux enjeux des territoires.

**LA ROBUSTESSE** : savoir s'adapter au monde fluctuant ; pour cela son mode de fonctionnement est simple et flexible. La société propose des services fiables et construit un modèle économique solide avec plusieurs sources de chiffre d'affaires.

### Le contexte

En 2021, la pratique du réemploi est plus que confidentielle, inconnue de la grande majorité des producteurs, des distributeurs et des consommateurs du territoire.

La Loi AGECE de février 2020 mentionne le réemploi comme une voie possible pour s'éloigner de l'usage unique. Il faudra attendre avril 2022, pour qu'un décret fixe à 10 % la part d'emballages réemployés qui devront être utilisés par les metteurs en marché en 2027. De plus, L'État impose aux éco-organismes de financer le développement d'une filière de réemploi au niveau national à hauteur de 5 % de leur chiffre d'affaires.

En 2022 et 2023, l'effet combiné de la crise Covid et de la guerre en Ukraine provoque des difficultés considérables d'approvisionnement en bouteilles, les prix flambent, ce qui déclenche une prise de conscience chez de nombreux vignerons notamment : ils sont vulnérables, leurs chaînes d'approvisionnement sont fragiles ; le réemploi s'impose comme un moyen de les rendre plus résilientes.

Dans le même temps, plusieurs initiatives voient le jour et se développent partout en France. Tout un écosystème du réemploi se structure à l'échelle nationale.

### La preuve de concept

C'est dans ce contexte qu'Oc'Consigne développe peu à peu son activité, d'abord en lançant une expérimentation en 2021, puis en déployant plus largement son activité en 2022 en s'appuyant sur des producteurs, des magasins et des collectivités qui croient très tôt au projet. En 2023, Oc'Consigne lance le premier centre de lavage mutualisé du sud de la France et concrétise ainsi le réemploi aux yeux de tous.

Mi-2025, Oc'Consigne a équipé une centaine de points de collecte et intégré près de 70 producteurs qui ont mis sur le marché plus de 4 millions de bouteilles réemployables. Le centre de lavage, lancé en 2023, a permis de laver et de réemployer plus de 650 000 bouteilles en 2024. De plus, Oc'Consigne est devenue Entreprise d'Insertion en 2022 et a employé 5 salariés en insertion depuis le lancement du centre. La preuve de concept est faite. Il est temps alors de passer à l'échelle supérieure.

### **Agir ensemble pour passer à l'échelle**

Forts de ces résultats prometteurs, les acteurs de la filière décident en mai 2025 de participer activement à la gouvernance de Oc'Consigne. Les défis sont de taille : améliorer le modèle économique pour qu'il soit viable à long terme, passer à l'échelle, laver suffisamment de bouteilles pour être à l'équilibre financier et embarquer massivement les producteurs, les distributeurs, les fournisseurs de la filière et les collectivités pour que le réemploi devienne une pratique courante et viable sur le territoire.

Cette transformation en Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) est le fruit d'une construction progressive, ancrée dans la réalité de son territoire et nourrie par des expérimentations concrètes. En unissant leurs forces, les parties prenantes de la filière consolident une filière du réemploi encore fragile en lui donnant une assise durable et partagée. En mutualisant les moyens, en construisant une stratégie commune et en s'appuyant sur des partenariats de confiance, les acteurs de la filière développent une vision à long terme qui pérennise les actions menées jusqu'à présent et permet de démultiplier les forces. Cette dynamique renforce leur crédibilité auprès des institutions et du grand public, élargit leur capacité d'action, crée de l'emploi local, et leur permet de maîtriser l'ensemble de la chaîne de valeur. Elle inscrit le réemploi comme une norme pérenne, portée par une coopération active au service de l'intérêt général.

### **Un rôle clef pour chaque partie prenante de la SCIC**

Chaque sociétaire, selon sa nature et son rôle, contribue activement à la construction, la structuration et la dynamique de cette filière, au-delà de sa participation au capital social et de son engagement dans sa gouvernance.

**Les metteurs en marchés** assurent un ancrage terrain essentiel par l'intégration du réemploi dans leurs pratiques. Ils apportent une connaissance fine des réalités du marché et favorisent l'élargissement du réseau en mobilisant leurs pairs, et participent activement à l'amélioration continue du dispositif à partir de leurs retours d'expérience.

**Les distributeurs**, acteurs stratégiques de la chaîne de valeur, facilitent l'accès au réemploi pour les consommateurs. Ils représentent le lien entre les metteurs en marché, les consommateurs et le centre de lavage. Ils sensibilisent la clientèle sur leurs points de vente, et renforcent la visibilité du réemploi en tant qu'alternative concrète et locale.

**Les salariés** constituent la colonne vertébrale opérationnelle de la coopérative. Forts de leur expertise de terrain, ils assurent le bon fonctionnement quotidien des activités, participent à l'animation de la structure et contribuent à son amélioration continue, tout en incarnant les valeurs coopératives dans l'action.

**Les collectivités et les établissements publics** offrent un appui territorial déterminant. Par leur capacité de mise en réseau, leur accompagnement logistique (foncier, dispositifs de tri) et leur engagement dans la transition écologique, elles soutiennent l'intégration du réemploi dans les dynamiques locales et les politiques publiques.

**Les partenaires techniques** contribuent à bâtir une logistique coopérative, durable et adaptée aux réalités territoriales. Ils apportent des solutions concrètes pour le transport, la mutualisation des flux, l'écoconception de contenants réemployables tout en renforçant les synergies entre acteurs de l'économie sociale, de la transition énergétique et de la logistique.

Enfin, les **partenaires réseaux** et les **soutiens financiers**, issus de la société civile, de l'ESS ou d'autres sphères engagées, jouent un rôle d'ambassadeurs et de catalyseurs. Par leur appui relationnel, leur diffusion de la démarche et leur regard d'usager, ils contribuent à faire rayonner le projet et à garantir sa fidélité aux valeurs de coopération, d'écologie et d'intérêt général.

**Ainsi, la SCIC est le fruit d'une volonté partagée d'agir ensemble pour apporter des réponses systémiques et durables aux défis sociaux, environnementaux et démocratiques de notre époque.**

**TITRE I. FORME - DENOMINATION- DUREE - OBJET – SIEGE SOCIAL****Article 1. Forme**

---

Par acte sous seing privé du 19/10/2018, la Société a été constituée sous forme d'association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'assemblée générale extraordinaire tenue le 12/07/2021 a opté, dans le cadre de la procédure prévue par les articles 48 et suivants de la loi n° 78-7C3 du 19 juillet 1978, pour la forme de Scop Sarl à capital variable.

Par décisions en date du 7/07/2025, l'assemblée générale extraordinaire a opté, dans le cadre de la procédure prévue par l'article 19 quaterdecies de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, pour la forme de société coopérative d'intérêt collectif anonyme (« Scic SA ») à capital variable régie par :

- Les présents statuts ;
- La loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, notamment le Titre II ter portant statut des Scic et le décret n° 2002-241 du 21 février 2002 relatif à la société coopérative d'intérêt collectif ;
- Le livre II du Code de commerce et particulièrement les articles L 225-1 à L 225-270, R 225-13 à R 225-172 et L 231-1 et R 210 -1 et suivants.

**Article 2. Dénomination**

---

La société a pour dénomination : **OC'CONSIGNE**

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société Coopérative d'Intérêt Collectif Anonyme, à capital variable » ou du signe « Scic SA à capital variable ».

**Article 3. Durée**

---

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

**Article 4. Objet**

---

L'intérêt collectif défini en préambule se réalise notamment à travers les activités suivantes :

Le réemploi des contenants en verre, et d'autres types de contenants et emballages incluant collecte, transport, lavage et conditionnement ainsi que l'animation de la filière de réemploi et toutes activités connexes.

Cela inclut notamment :

- La sensibilisation, l'animation et l'accompagnement du grand-public et des professionnels de la filière ;
- L'activité de commerce de gros ou de détail ;
- L'acquisition, la gestion, la location et/ou la vente de matériel et d'équipement liés à l'activité ;
- La récupération de matériaux ou de déchets triés pouvant être revalorisés ou réutilisés ;
- Toutes prestations de services notamment en matière d'études, développement commercial, de communication, d'événementiel, de conseil en marketing de distribution, de logistique ou prestations techniques ;

- La conception, la création, le développement, la reprise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, outils digitaux, techniques, et brevets concernant ses activités ; La participation de la Société par tous moyens, directement ou indirectement dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou d'établissements ;

Et toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social.

L'objet de la Scic rend celle-ci éligible aux conventions, agréments et habilitations mentionnées à l'article 19 quinquies de la loi du 10 septembre 1947.

### **Article 5. Siège social**

---

Le siège social est fixé : 2382 rue de la Fontaine de la Banquière, 34970 Lattes

Il pourra être transféré sur l'ensemble du territoire français par décision du Conseil d'administration sous réserve de ratification par la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

En cas de transfert décidé conformément à la loi par le Conseil d'administration, celui-ci est habilité à modifier les statuts en conséquence.

## **TITRE II. APPORT ET CAPITAL SOCIAL – VARIABILITE DU CAPITAL – PARTS SOCIALES**

---

### **Article 6. Apports et capital social**

---

La Société a été créée avec un capital de 15 000€ réparti en 300 parts de 50€ puis à la suite de l'intégration d'une nouvelle associée, le capital social est de 20 000€ au 31/12/2024.

Dans la cadre de la transformation en Scic SA, la valeur de la part sociale est déterminée à 500€.

Par suite des décisions relatives à l'adoption du statut de Scic en date du 7/07/2025, le capital social est d'un montant de 77 500€ intégralement libéré.

### **Article 7. Variabilité du capital**

---

Le capital est variable. Il peut augmenter à tout moment, soit au moyen de souscriptions nouvelles effectuées par les associés, soit par l'admission de nouveaux associés.

Le capital peut diminuer à la suite de retraits, perte de la qualité d'associé, exclusions, décès et remboursements, dans les cas prévus par la loi et les statuts sous réserve des limites et conditions prévues ci-après.

Par application de l'article 7 de la loi du 10 septembre 1947, les coopératives constituées sous forme de sociétés à capital variable régies par les articles L 231-1 et suivants du Code de commerce ne sont pas tenues de fixer dans leurs statuts le montant maximal que peut atteindre leur capital.

### **Article 8. Capital minimum**

---

Le capital social ne peut être ni inférieur à 18 500 €, ni réduit, du fait de remboursements, au-dessous du quart du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la coopérative.

## **Article 9. Parts sociales**

### **9.1 Valeur nominale et souscription**

La valeur des parts sociales est uniforme. Si elle vient à être portée à un chiffre supérieur à celui fixé à l'article 6, il sera procédé au regroupement des parts déjà existantes de façon telle que tous les associés demeurent membres de la coopérative.

Aucun associé n'est tenu de souscrire et libérer plus d'une seule part lors de son admission.

Toute souscription de parts donne lieu à la signature d'un bulletin de souscription en deux originaux par l'associé.

La responsabilité de chaque associé ou détenteur de parts est limitée à la valeur des parts qu'il a souscrites ou acquises.

Les parts sociales sont nominatives et indivisibles. La coopérative ne reconnaît qu'un propriétaire pour chacune d'elle.

### **9.2 Transmission**

Les parts sociales ne sont transmissibles à titre gracieux ou onéreux qu'entre associés après agrément de la cession par le Conseil d'administration, nul ne pouvant être associé s'il n'a pas été agréé dans les conditions statutairement prévues.

Le décès de l'associé personne physique entraîne la perte de la qualité d'associé. Les parts ne sont, en conséquence, pas transmissibles par décès.

## **Article 10. Nouvelles souscriptions**

Le capital peut augmenter par toutes souscriptions effectuées par des associés qui devront, préalablement à la souscription et à la libération de leurs parts, obtenir l'autorisation du Conseil d'administration et signer le bulletin cumulatif de souscription en deux originaux.

## **Article 11. Annulation des parts**

Les parts des associés retrayants, ayant perdu la qualité d'associé, exclus ou décédés sont annulées. Sauf le cas prévu à l'article 18.3 et nonobstant les modalités de remboursement, les parts sont annulées au jour de la perte de la qualité d'associé ou de la demande de remboursement partiel.

Les sommes qu'elles représentent sont assimilées à des créances ordinaires et remboursées dans les conditions prévues à l'article 18.

Aucun retrait ou annulation de parts ne peut être effectué s'il a pour conséquence de faire descendre le capital social en deçà du seuil prévu à l'article 8.

## **TITRE III. ASSOCIES - ADMISSION – RETRAIT – NON-CONCURRENCE**

## Article 12. Associés et catégories

### 12.1 Conditions légales

La loi impose que figurent parmi les associés au moins deux personnes ayant respectivement avec la coopérative la double qualité d'associé et de :

- Salarié ;
- Bénéficiaire à titre habituel gratuit ou onéreux des activités de la coopérative.

Elle impose également la présence d'un troisième associé qui devra, outre sa qualité d'associé, répondre à l'une des qualités suivantes :

- être une personne physique qui participe bénévolement à l'activité de la coopérative ;
- être une collectivité publique ou son groupement ;
- être une personne physique ou morale qui contribue par tout autre moyen que ceux précités à l'activité de la coopérative.

Toutefois, si parmi ces collectivités publiques associées, figurent des collectivités territoriales ou leurs groupements, ces dernières ne peuvent pas détenir ensemble plus de 50 % du capital de la société.

La société répond à cette obligation légale lors de la signature des statuts. Elle mettra tout en œuvre pour la respecter pendant l'existence de la Scic.

Si, au cours de l'existence de la société, l'un de ces trois types d'associés vient à disparaître, le conseil d'administration devra convoquer l'assemblée générale extraordinaire afin de décider s'il y a lieu de régulariser la situation ou de poursuivre l'activité sous une autre forme coopérative.

### 12.2 Catégories

Les catégories sont des groupes de sociétaires qui ont un rapport de nature distincte aux activités de la société. Leur rassemblement crée le multi sociétariat qui caractérise la Scic. Ces catégories prévoient, le cas échéant, des conditions de candidature, de souscription, d'admission et de perte de qualité d'associé pouvant différer.

Les catégories sont exclusives les unes des autres.

La création de nouvelles catégories ainsi que la modification de ces catégories, sont décidées par l'assemblée générale extraordinaire.

Sont définies dans la Scic Oc 'Consigne, les six catégories d'associés suivantes :

Catégorie	Description
Salariés de la coopérative	Les salarié-e-s ayant un contrat de travail à durée indéterminée et les mandataires sociaux rémunérés de la coopérative
Metteurs en marché	Les producteurs de la filière qui bénéficient des services de la coopérative
Distributeurs	Les magasins et points de vente qui participent à la collecte et à la sensibilisation des consommateurs
Collectivités et établissements publics	Les partenaires publics engagés dans la réduction des déchets

Partenaires techniques et réseau	Des personnes physiques ou morales en lien avec la filière de réemploi de manière économique ou non et qui partagent les valeurs décrites au préambule
Soutiens financiers	Des personnes physiques ou morales qui par leur engagement financier soutiennent le développement de la coopérative

Un associé qui souhaiterait changer de catégorie doit adresser sa demande au conseil d'administration en indiquant de quelle catégorie il souhaiterait relever. Le conseil d'administration est seul compétent pour décider du changement de catégorie.

### **Article 13. Candidatures**

Peuvent être candidates toutes les personnes physiques ou morales qui entrent dans l'une des catégories définies à l'article 12.2 et respectent les modalités d'admission prévues dans les statuts.

### **Article 14. Admission des associés**

Tout nouvel associé s'engage à souscrire et libérer au moins une part sociale lors

#### **14.1 Modalités d'admission**

L'admission est régie par les dispositions décrites ci-dessous.

Le candidat soumet, par écrit, sa candidature au Président du Conseil d'Administration, en précisant le volume de parts qu'il souhaite souscrire. Le Conseil d'Administration statue sur la candidature lors de sa prochaine réunion.

La candidature ne recueillant pas une majorité des 2/3 des suffrages est rejetée. En cas de rejet, le candidat peut présenter, s'il le souhaite, sa candidature.

En cas d'acceptation, le candidat acquiert immédiatement la qualité d'associé et reçoit, après libération intégrale des sommes souscrites, un certificat de part(s).

Le statut d'associé confère la qualité de coopérateur. Le conjoint d'un associé coopérateur n'a pas, en tant que conjoint la qualité d'associé et n'est donc pas coopérateur. Les mêmes dispositions sont applicables en cas de Pacs.

La candidature au sociétariat emporte acceptation des statuts.

### **Article 15. Perte de la qualité d'associé**

La qualité d'associé se perd :

- par la démission de cette qualité, notifiée par écrit au Président du conseil d'administration et qui prend effet immédiatement, sous réserve des dispositions de l'article 11 ;
- par le décès de l'associé personne physique ;
- par la décision de liquidation de l'associé personne morale ;
- par l'exclusion prononcée dans les conditions de l'article 16 ;
- par la perte de plein droit de la qualité d'associé.

La perte de qualité d'associé intervient de plein droit :

- lorsqu'un associé cesse de remplir l'une des conditions requises à l'article 12 ;

- pour l'associé salarié à la date de la cessation de son contrat de travail, quelle que soit la cause de la rupture de son contrat. Néanmoins, s'il souhaite rester associé et dès lors qu'il remplit les conditions de l'article 12, le salarié pourra demander un changement de catégorie d'associés au conseil d'administration seul compétent pour décider du changement de catégorie et qui devra se prononcer avant la fin du préavis ;
- pour toute association loi 1901 n'ayant plus aucune activité ;
- lorsque l'associé qui n'a pas été présent ou représenté à trois assemblées générales ordinaires annuelles consécutives n'est ni présent, ni représenté lors de l'assemblée générale ordinaire suivante, soit la quatrième.

Le Président du conseil d'administration devra avertir l'associé en cause des conséquences de son absence au plus tard lors de l'envoi de la convocation à cette quatrième assemblée générale ordinaire. Cet avertissement sera communiqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Sous réserve de cette information préalable, la perte de la qualité d'associé intervient dès la clôture de l'assemblée.

Dans tous les cas, la perte de plein droit de la qualité d'associé est constatée par le Conseil d'administration qui en informe les intéressés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les dispositions ci-dessus ne font pas échec à celles de l'article 8 relatives au capital minimum.

Lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice, le conseil d'administration communique un état complet du sociétariat indiquant notamment le nombre des associés de chaque catégorie ayant perdu la qualité d'associé.

#### **Article 16. Exclusion**

---

L'assemblée des associés statuant dans les conditions fixées pour la modification des statuts, peut toujours exclure un associé auteur d'une faute commise en qualité d'associé et qui aura causé un préjudice matériel ou moral à la Société. Le fait qui entraîne l'exclusion est constaté par le Conseil d'administration dont le président est habilité à demander toutes justifications à l'intéressé.

Une convocation spécifique à l'assemblée doit être préalablement adressée à l'intéressé afin qu'il puisse présenter sa défense. L'assemblée apprécie librement l'existence du préjudice.

La perte de la qualité d'associé intervient dans ce cas à la date de l'assemblée qui a prononcé l'exclusion.

#### **Article 17. Remboursements partiels demandés par les associés**

---

La demande de remboursement partiel est faite auprès du président du Conseil d'administration par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre décharge.

Les remboursements partiels sont soumis à autorisation préalable du Conseil d'administration.

#### **Article 18. Modalités de remboursement des parts sociales**

---

##### **18.1 Montant des sommes à rembourser**

Le montant du capital à rembourser aux associés dans les cas prévus aux articles 15 à 17, est arrêté à la date de clôture de l'exercice au cours duquel la perte de la qualité d'associé est devenue définitive ou au cours duquel l'associé a demandé un remboursement partiel de son capital social.

Les associés n'ont droit qu'au remboursement du montant nominal de leurs parts, sous déduction des pertes éventuelles apparaissant à la clôture de l'exercice.

Pour le calcul de la valeur de remboursement de la part sociale, il est convenu que les pertes s'imputent prioritairement sur les réserves statutaires. L'imputation sur la réserve légale est interdite.

## 18.2 Pertes survenant dans le délai de 5 ans

S'il survenait, dans un délai de cinq années suivant la perte de la qualité d'associé, des pertes se rapportant aux exercices durant lesquels l'intéressé était associé de la coopérative, la valeur du capital à rembourser serait diminuée proportionnellement à ces pertes. Au cas où tout ou partie des parts de l'ancien associé auraient déjà été remboursées, la coopérative serait en droit d'exiger le reversement du trop-perçu.

## 18.3 Ordre chronologique des remboursements et suspension des remboursements

Les remboursements ont lieu dans l'ordre chronologique où ont été enregistrées les pertes de la qualité d'associé ou les demandes de remboursement partiel. Il ne peut être dérogé à l'ordre chronologique, même en cas de remboursement anticipé.

Les remboursements ne peuvent avoir pour effet de réduire le capital à un montant inférieur au minimum prévu à l'article 8. Dans ce cas, l'annulation et le remboursement des parts ne sont effectués qu'à concurrence de souscriptions nouvelles permettant de maintenir le capital au moins à ce minimum.

L'ancien associé dont les parts sociales ne peuvent pas être annulées devient détenteur de capital sans droit de vote. Il ne participe pas aux assemblées d'associés. La valeur de remboursement de la part sociale est calculée à la clôture de l'exercice au cours duquel les parts sociales sont annulées.

## 18.4 Délai de remboursement

Les anciens associés et leurs ayants droit, ou les associés ayant demandé un remboursement partiel, ne peuvent exiger, avant un délai de cinq (5) ans, le règlement des sommes leur restant dues sur le remboursement de leurs parts, sauf décision de remboursement anticipé prise par le Conseil d'administration. Le délai est précompté à compter de la date de la perte de la qualité d'associé ou de la date de réception de la demande de remboursement partiel.

Le montant dû aux anciens associés ou aux associés ayant demandé un remboursement partiel peut porter intérêt à un taux fixé par le Conseil d'administration.

## 18.5 Héritiers et ayants droit

Les dispositions du présent article sont applicables aux héritiers et ayants droit de l'associé décédé.

## TITRE IV. COLLEGES DE VOTE

### Article 19. Définition et modifications des collèges de vote

Les collèges de vote ne sont pas des instances titulaires de droits particuliers ou conférant des droits particuliers à leurs membres. Sans exonérer du principe un associé = une voix, ils permettent de comptabiliser le résultat des votes en assemblée générale en pondérant le résultat de chaque vote en fonction de l'effectif ou de l'engagement des coopérateurs. Ils permettent ainsi de maintenir l'équilibre entre les groupes d'associés et la garantie de la gestion démocratique au sein de la coopérative.

Les membres des collèges peuvent se réunir aussi souvent qu'ils le souhaitent pour échanger sur des questions propres à leur collège. Ces échanges ne constituent pas des assemblées au sens des dispositions du Code de commerce, et les frais de ces réunions ne sont pas pris en charge par la société. Les délibérations qui pourraient y être prises n'engagent, à ce titre, ni la société, ni ses mandataires sociaux, ni les associés.

### 19.1 Définition et composition

Il est défini cinq collèges de vote au sein de la Scic. Leurs droits de vote et composition sont les suivants :

Nom collège	Composition du collège de vote	Droit de vote
<b>Collège A Salariés</b>	Catégorie des Salariés	25 %
<b>Collège B Metteurs en marché</b>	Catégorie des Metteurs en marché	25 %
<b>Collège C Distributeurs</b>	Catégorie des Distributeurs	25 %
<b>Collège D Collectivités et établissements publics</b>	Catégorie des Collectivités et établissements publics	15 %
<b>Collège E Partenaires</b>	Catégorie des Partenaires techniques et réseau Catégorie des Soutiens financiers	10 %

Lors des assemblées générales des associés, pour déterminer si la résolution est adoptée par l'assemblée, les résultats des délibérations sont totalisés par collèges de vote auxquels sont appliqués les coefficients ci-dessus avec **la règle de la proportionnalité**.

Il suffit d'un seul membre pour donner naissance, de plein droit, à l'un des collèges mentionné ci-dessus.

Ces collèges ne sont pas préfigurés par les catégories et peuvent être constitués sur des bases différentes.

Chaque associé relève d'un seul collège de vote. En cas d'affectation possible à plusieurs collèges de vote, c'est le conseil d'administration qui décide de l'affectation d'un associé.

Un associé qui cesse de relever d'un collège de vote mais remplit les conditions d'appartenance à un autre peut demander son transfert par écrit au conseil d'administration qui accepte ou rejette la demande et informe l'assemblée générale de sa décision.

### 19.2 Défaut d'un ou plusieurs collèges de vote

Lors de la constitution de la Société, si un ou deux des collèges de vote cités ci-dessus ne comprennent aucun associé, ou si au cours de l'existence de la Société des collèges de vote venaient à disparaître sans que leur nombre ne puisse descendre en dessous de 3, les droits de vote correspondants seront répartis de façon égalitaire entre les autres collèges restants, sans pouvoir porter le nombre de voix d'un collège à plus de 50 %.

Si, au cours de l'existence de la Société, le nombre de collèges de vote descendait en dessous de 3, la pondération des voix prévue à l'article 20.1 ne s'appliquerait plus aux décisions de l'assemblée générale.

Comme indiqué ci-dessus, il suffit d'un seul membre pour donner ou redonner naissance, de plein droit, à l'un des collèges de vote mentionné ci-dessus.

### 19.3 Modification du nombre, de la composition des collèges de vote ou de la répartition des droits de vote

La modification de la composition des collèges ou du nombre de collèges de vote peut être proposée par le Conseil d'administration à l'assemblée générale extraordinaire.

Une demande de modification peut également être émise par des associés dans les conditions de l'article 23.4. Elle doit être adressée par écrit au Président du conseil d'administration. La proposition du conseil d'administration ou la demande des associés doit être motivée et comporter un ou des projet(s) de modification soit de la composition des collèges, soit de leur nombre, soit des deux.

Indépendamment d'une modification de la composition ou du nombre des collèges de vote, le conseil d'administration ou des associés, dans les conditions prévues aux dispositions de l'article 23.4, peuvent demander à l'assemblée générale extraordinaire la modification de la répartition des droits de vote détenus par les collèges.

## TITRE V. CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRECTION GENERALE

### Article 20. Conseil d'administration

---

#### 20.1 Composition

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de 6 à 12 membres, associés, nommés au scrutin secret et à la majorité des suffrages par l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration sera composé :

- D'au moins 2 et maximum 4 sociétaires de la catégorie des salariés
- D'au moins 2 et maximum 4 sociétaires de la catégorie des metteurs en marché
- D'au moins 2 et maximum 4 sociétaires de la catégorie des distributeurs

L'article L.225-17 du Code de commerce introduit par la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 précise que « le conseil d'administration doit être composé en recherchant une représentation équilibrée des femmes et des hommes ».

Aussi, l'Assemblée Générale veillera à la mise en œuvre de cette disposition.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou morales. Dans ce dernier cas, la personne morale est tenue de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Le cumul du mandat d'administrateur et d'un mandat de représentant permanent d'une personne morale administratrice est interdit.

Le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de soixante-dix ans ne peut être supérieur au tiers du nombre total des administrateurs. Les représentants permanents des personnes morales sont pris en compte dans ce quota. Si cette limite est dépassée, l'administrateur le plus âgé sera réputé démissionnaire d'office.

L'administrateur placé sous tutelle est réputé démissionnaire d'office.

## 20.2 Droits et obligations des administrateurs

Les administrateurs doivent assister aux séances du Conseil d'administration.

Ils peuvent percevoir à titre de jetons de présence une somme fixe annuelle allouée par l'assemblée générale en rémunération de l'activité consacrée à l'administration de la Société. L'assemblée générale en détermine le montant et le Conseil d'administration la répartition entre les administrateurs.

Tout associé salarié peut être nommé en qualité de membre du Conseil d'administration sans perdre, le cas échéant, le bénéfice de son contrat de travail.

La cessation des fonctions d'administrateur ne porte pas atteinte au contrat de travail éventuellement conclu par l'intéressé avec la Société.

## 20.3 Durée des fonctions

La durée des fonctions des administrateurs est de six ans.

Le Conseil d'administration est renouvelable par tiers tous les deux ans.

L'ordre de première sortie est déterminé par tirage au sort effectué lors de la première réunion du Conseil d'administration (en cas de nombre impair, le nombre des premiers sortants est arrondi à l'inférieur). Une fois établi, le renouvellement a lieu par ordre d'ancienneté de nomination.

Les fonctions d'administrateur prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Les administrateurs sont rééligibles. Ils sont révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire, même si cette question ne figure pas à l'ordre du jour.

En cas de vacance par suite de décès ou de démission, lorsque le nombre d'administrateurs est inférieur au minimum statutaire mais supérieur au minimum légal, le Conseil d'administration doit pourvoir au remplacement du membre manquant dans le délai de trois mois pour le temps qui lui restait à courir. Le choix du Conseil d'administration doit être soumis à la ratification de la prochaine assemblée générale.

Si le nombre des administrateurs devient inférieur à trois, les administrateurs restants doivent réunir immédiatement l'assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil d'administration.

## 20.4 Réunions du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se réunit au moins quatre fois par an.

Il est convoqué, par tous moyens, par son Président ou la moitié de ses membres. Si le Conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, les administrateurs constituant au moins le tiers

du Conseil d'administration peuvent demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

En cas de dissociation des fonctions de direction, le Directeur général peut faire cette demande à tout moment.

Un administrateur peut se faire représenter par un autre administrateur. Le nombre de pouvoirs pouvant être détenu par un administrateur est limité à un.

La présence de la moitié au moins des membres du Conseil d'administration est nécessaire pour la validité de ses délibérations.

Les administrateurs représentés ne sont pas pris en compte pour le calcul du quorum. Les administrateurs participant à la réunion par un moyen de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective, sont réputés présents.

La séance est présidée par le Président du Conseil d'administration. En cas d'empêchement, elle est présidée par l'administrateur le plus âgé.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Sauf opposition d'un de ses membres, le Conseil d'administration peut statuer par voie de consultation écrite y compris par voie électronique sur toute question.

Les administrateurs disposent d'un délai de cinq jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit et communiquer leur réponse au Président du Conseil d'administration.

Les administrateurs peuvent communiquer leur réponse par voie postale en adressant leur vote au siège social à l'attention du Président du conseil d'administration, ou par courrier électronique à l'adresse indiquée lors de la transmission des projets de résolution.

A l'expiration du délai indiqué ci-dessus, le Président du Conseil d'administration procède au dépouillement des votes et dresse le procès-verbal de la consultation écrite. Le procès-verbal de la consultation écrite devra indiquer les modalités de la consultation, les documents soumis aux administrateurs et le résultat des votes.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par « OUI » ou par « NON ». Toute abstention exprimée dans le formulaire ou résultant de l'absence d'indication de vote ne sera pas considérée comme un vote exprimé et sera donc exclue pour le calcul de la majorité.

Les décisions soumises au vote seront valablement adoptées si la moitié au moins des administrateurs ont participé à cette consultation en communiquant leur réponse au Président du Conseil d'administration dans le délai imparti et à la majorité des administrateurs ayant émis un vote.

Le commissaire aux comptes est convoqué à toutes les réunions du Conseil d'administration qui examinent ou arrêtent les comptes annuels ou intermédiaires.

Lorsque la société emploie au moins 50 salariés au sens de l'article L.1111-2 du Code du travail, deux membres du comité social et économique délégués par ce comité et appartenant, l'un à la catégorie des cadres, l'autre, à la catégorie des employés et ouvriers assistent avec voix consultative, à toutes les séances du Conseil d'administration.

Si trois collèges électoraux sont constitués au sein de la société, la délégation du personnel au Conseil d'administration est portée à quatre membres. Deux de ces membres appartiennent à la catégorie des

ouvriers et employés, le troisième à la catégorie de la maîtrise et le quatrième à la catégorie des ingénieurs, chefs de service et cadres administratifs, commerciaux ou techniques assimilés sur le plan de la classification.

Les administrateurs, ainsi que toute personne participant aux réunions du Conseil d'administration, sont tenus à une obligation de discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le président de séance.

Les délibérations prises par le Conseil d'administration obligent l'ensemble des administrateurs y compris les absents, incapables ou dissidents.

Il est tenu :

- un registre de présence, signé à chaque séance par les administrateurs présents ;
- un registre des procès-verbaux, lesquels sont signés par le président de séance et au moins un administrateur.

## **20.5 Pouvoirs du Conseil d'administration**

### **20.5.1 Détermination des orientations de la Société**

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'associés et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Les membres du Conseil d'administration peuvent se faire communiquer tous les documents qu'ils estiment utiles. La demande de communication d'informations ou de documents est faite au président du Conseil d'administration ou au Directeur général.

### **20.5.2 Choix du mode de direction générale**

Le Conseil d'administration décide soit de confier la direction générale au Président du conseil, soit de désigner un Directeur général.

### **20.5.3 Comité d'études**

Le Conseil d'administration peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumettent, pour avis, à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité. Il fixe la rémunération des personnes les composant.

### **20.5.4 Autres pouvoirs**

Le Conseil d'administration dispose notamment des pouvoirs suivants :

- convocation des assemblées générales ;
- établissement des comptes sociaux et du rapport annuel de gestion ;

- autorisation des conventions passées entre la société et un administrateur ;
- transfert de siège social sous réserve de ratification par l'assemblée ;
- cooptation d'administrateurs ;
- nomination et révocation du président du conseil d'administration, du directeur général, des directeurs généraux délégués ;
- répartition des jetons de présence ;
- décision d'émission de titres participatifs ;
- décision d'émission d'obligations ;
- autorisation préalable de cautions, avals et garanties.

Sans que les intéressés prennent part à la décision, il fixe les rémunérations et avantages attribués au président et, s'il y a lieu, au directeur général et au directeur général délégué ou à l'administrateur exerçant une délégation temporaire des fonctions de président.

## **Article 21. Présidence du Conseil d'administration et direction générale**

---

### **21.1 Dispositions communes**

La démission, le non-renouvellement ou la révocation des fonctions de Président, du Directeur général ou du Directeur général délégué, ne portent atteinte ni au contrat de travail éventuellement conclu par le ou les intéressés avec la coopérative, ni aux autres relations résultant de la double qualité d'associé coopérateur.

### **21.2 Président**

#### **21.2.1 Désignation**

Le conseil d'administration élit, parmi ses membres, un Président qui doit être une personne physique âgée de moins de soixante-cinq ans. Lorsqu'en cours de mandat il atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office et il est procédé à son remplacement.

Le Président placé sous tutelle est également réputé démissionnaire d'office.

Le président est nommé pour la durée de son mandat d'administrateur. Il est rééligible et révocable à tout moment par le conseil d'administration.

#### **21.2.2 Pouvoirs**

Le Président du Conseil d'administration organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il a, notamment, le pouvoir de convoquer le Conseil d'administration.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le Conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de président.

En cas d'empêchement temporaire, cette délégation est donnée pour une durée limitée. Elle est renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau président.

Le président veille au bon fonctionnement des organes de la société et à ce titre, s'assure de la régularité des convocations et de la tenue des réunions.

Il s'assure que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Il établit pour l'assemblée générale ordinaire annuelle, un rapport qui rend compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mise en place par la société.

Il assure le suivi du sociétariat, reçoit les candidatures et les démissions.

Lorsque la direction générale de la société est assumée par le président du conseil d'administration, les dispositions relatives au directeur général lui sont applicables.

### **21.3 Direction générale**

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-51-1 du Code de commerce, la direction générale de la société est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur général.

C'est le Conseil d'administration qui est compétent pour décider si les fonctions de direction générale sont exercées par le Président du Conseil d'administration ou par une autre personne physique.

### **21.4 Directeur général**

Lorsque le Conseil d'administration choisit la dissociation des fonctions de président et de Directeur général, il procède à la nomination du directeur général, fixe la durée de son mandat qui ne peut excéder celle du mandat du président, détermine sa rémunération au titre de son mandat social et, le cas échéant, limite ses pouvoirs.

Le Directeur général est associé ou non, et doit être âgé de moins de soixante-cinq ans. Lorsqu'en cours de mandat, cette limite d'âge est atteinte, il sera réputé démissionnaire d'office et il sera procédé à son remplacement. Le Directeur général placé sous tutelle est également réputé démissionnaire d'office.

Le Directeur général est révocable à tout moment par le conseil. S'il est administrateur, ses fonctions de Directeur général prennent fin avec l'arrivée à expiration de son mandat d'administrateur.

Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'associés et au conseil d'administration.

Il représente et engage la Société dans ses rapports avec les tiers. La société est engagée, même par les actes du Directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social de la Société, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les cautions, avals et garanties doivent faire l'objet d'une autorisation préalable du Conseil d'administration.

### **21.5 Directeur général délégué**

Le Conseil d'administration peut, sur proposition du Directeur général, que cette fonction soit assumée par le Président du conseil d'administration ou par une autre personne, désigner un Directeur général délégué dont, en accord avec le Directeur général, il fixe l'étendue et la durée de son mandat.

A l'égard des tiers, le ou le Directeur général délégué dispose des mêmes pouvoirs que le Directeur général.

Le Directeur général délégué doit être, une personne physique, associée ou non, et âgée de moins de soixante-cinq ans. Lorsqu'en cours de fonctions, cette limite d'âge est atteinte, il sera réputé démissionnaire d'office.

Le Directeur général délégué est révocable à tout moment par le conseil d'administration, sur proposition du Directeur général. S'il est administrateur, ses fonctions de Directeur général délégué prennent fin avec l'arrivée à expiration de son mandat d'administrateur.

En cas de cessation des fonctions ou d'empêchement, de décès, de démission ou de révocation du Directeur général et, sauf décision contraire du Conseil d'administration, il conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Directeur général, sauf décision contraire prise par le Conseil d'administration. Le Conseil d'administration peut prendre la décision, conformément aux dispositions de l'article L 225-55 du Code de commerce, de mettre fin aux fonctions du Directeur général délégué avant même que le nouveau Directeur général soit nommé, sans que cela puisse être considéré comme une révocation sans juste motif.

## 21.6 Signature sociale

Tous les actes et engagements concernant la société, de quelque nature qu'ils soient, sont valablement signés par le président-directeur général, le directeur général, le directeur général délégué, ainsi que par tout fondé de pouvoir spécial agissant chacun dans la limite de ses pouvoirs conférés.

## ASSEMBLEES GENERALES

### Article 22. *Dispositions communes et générales*

#### 22.1 Composition

L'assemblée générale se compose de tous les associés y compris ceux admis au sociétariat au cours de l'assemblée dès qu'ils auront été admis à participer au vote.

La liste des associés est arrêtée par le Conseil d'administration le 16<sup>ème</sup> jour qui précède la réunion de l'assemblée générale.

Dans les sociétés d'au moins cinquante salariés, deux membres du comité social et économique, désignés par le comité et appartenant l'un à la catégorie des cadres techniciens et agents de maîtrise, l'autre à la catégorie des employés et ouvriers peuvent assister aux assemblées générales.

#### 22.2 Convocation et lieu de réunion

Les associés sont convoqués par le Conseil d'administration.

A défaut d'être convoquée par le Conseil d'administration, l'assemblée peut également être convoquée par :

- les commissaires aux comptes ;
- un mandataire de justice désigné par le tribunal de commerce statuant en référé, à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 5 % des droits de vote pouvant s'exercer à l'assemblée ;
- un administrateur provisoire ;
- le liquidateur.

La première convocation de toute assemblée générale est faite par lettre simple ou courrier électronique adressé aux associés quinze jours au moins à l'avance. Sur deuxième convocation, le délai est d'au moins dix jours.

Les délais ne tiennent pas compte du jour de l'envoi de la lettre.

La convocation électronique est subordonnée à l'accord préalable des associés et à la communication de leur adresse électronique. Il est possible de revenir à tout moment sur cet accord en informant le conseil d'administration par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Sous la condition d'adresser à la société les frais de recommandation, les associés peuvent demander à être convoqués par courrier postal recommandé.

La lettre de convocation mentionne expressément les conditions dans lesquelles les associés peuvent voter à distance.

Les convocations doivent mentionner le lieu de réunion de l'assemblée. Celui-ci peut être le siège de la société ou tout autre local situé dans le même département, ou encore tout autre lieu approprié pour cette réunion.

### 22.3 Tenue des assemblées par visioconférence

Le Conseil d'administration peut décider qu'une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire sera tenue exclusivement par visioconférence ou par tout autre moyen de télécommunication permettant l'identification des associés.

Toutefois, pour les assemblées générales extraordinaires, un ou plusieurs associés représentant au moins vingt-cinq pour cent du capital social peuvent s'opposer à ce qu'elles soient tenues exclusivement par visioconférence ou par tout autre moyen de télécommunication permettant l'identification des associés.

Ce droit d'opposition s'exerce après les formalités de convocation.

La convocation rappelle le droit d'opposition au recours exclusif à des moyens dématérialisés pour la tenue de l'assemblée générale, ainsi que les conditions d'exercice de ce droit. Il indique également le lieu où l'assemblée se réunira s'il est fait opposition à sa tenue exclusivement par des moyens dématérialisés.

Le droit d'opposition peut être exercé dans un délai de sept (7) jours à compter de la convocation.

En cas d'exercice du droit d'opposition, la Société doit aviser les associés par lettre simple ou par courrier électronique, au plus tard quarante-huit heures (48 h) avant la tenue de l'assemblée, que celle-ci ne se tiendra pas exclusivement par des moyens dématérialisés.

### 22.4 Ordre du jour

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Il y est porté les propositions émanant du conseil d'administration et les points ou projets de résolution qui auraient été communiqués par lettre recommandée avec avis de réception adressée au siège social vingt-cinq jours au moins à l'avance par le comité social et économique ou par un ou plusieurs associés représentant au moins cinq pour cent (5 %) des droits de vote.

Il ne peut être délibéré que sur les questions portées à l'ordre du jour.

Néanmoins, l'assemblée peut, à tout moment, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement, même si la question n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

### 22.5 Bureau

L'assemblée est présidée par le président du Conseil d'administration, à défaut par l'administrateur le plus âgé. Le bureau est composé du Président et de deux scrutateurs, associés acceptant cette fonction. Le bureau désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

En cas de convocation par un commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée.

## 22.6 Feuille de présence

Il est tenu une feuille de présence comportant, par collège, les nom, prénom et domicile des associés, le nombre de parts sociales dont chacun d'eux est propriétaire et le nombre de voix dont ils disposent.

Elle est signée par tous les associés présents, tant pour eux-mêmes que pour ceux qu'ils peuvent représenter. Elle est certifiée par le bureau de l'assemblée, déposée au siège social et communiquée à tout requérant.

Lorsque l'assemblée se tient exclusivement par visioconférence ou par des moyens de télécommunication, l'émargement par les associés n'est pas requis.

## 22.7 Procès-verbaux

Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux établis par les membres du bureau et signés par eux. Si l'assemblée se tient exclusivement par visioconférence ou par des moyens de télécommunication, la signature peut être faite par voie électronique au moyen d'un système respectant au moins les exigences relatives à une signature électronique avancée.

Ils sont portés sur un registre spécial tenu au siège social dans les conditions de l'article R 225-106 du Code de commerce.

Si, à défaut du quorum requis, une assemblée ne peut délibérer régulièrement, il en est dressé procès-verbal par le bureau de ladite assemblée.

## 22.8 Effet des délibérations

L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des associés et ses décisions obligent même les absents ou ceux qui ont voté contre les résolutions adoptées.

## 22.9 Pouvoirs

Un associé empêché de participer personnellement à l'assemblée générale ne peut se faire représenter que par un autre associé.

Les pouvoirs adressés à la coopérative sans désignation d'un mandataire sont comptés comme exprimant un vote favorable à l'adoption des seules résolutions présentées ou soutenues par le conseil d'administration, et défavorable à l'adoption des autres projets de résolutions.

## Article 23. *Vote*

---

### 23.1 Droit de vote

Chaque associé dispose du droit de vote dans toutes les assemblées avec une voix.

Le droit de vote de tout associé en retard dans les versements statutaires de libération de ses parts sociales est suspendu 30 jours après mise en demeure par le Conseil d'administration et ne reprend que lorsque les versements statutaires sont à jour.

### **23.2 Vote par anticipation à distance**

A compter de la convocation de l'assemblée, un formulaire de vote et ses annexes sont remis ou adressés, aux frais de la société, à tout associé qui en fait la demande par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La société doit faire droit à toute demande déposée ou reçue au siège social au plus tard six jours avant la date de réunion. Le formulaire de vote à distance doit comporter certaines indications fixées par les articles R 225-76 et suivants du code de commerce.

Il doit informer l'associé de façon très apparente que toute abstention exprimée dans le formulaire ou résultant de l'absence d'indication de vote ne sera pas considérée comme un vote exprimé et sera donc exclue pour le calcul de la majorité. Le formulaire peut, le cas échéant, figurer sur le même document que la formule de procuration.

Les documents prévus par l'article R 225-76 du Code de commerce sont annexés au formulaire de vote à distance.

Le formulaire de vote à distance adressé à l'assemblée pour une assemblée vaut pour toutes les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

L'associé peut adresser le formulaire signé par ses soins par tout moyen, y compris par courrier électronique. Les formulaires de vote à distance doivent être reçus par la société trois jours avant la réunion.

### **23.3 Modalités du vote**

La désignation des membres du Conseil d'administration est effectuée au scrutin secret.

Pour toutes les autres questions il est procédé à des votes à mains levée, sauf si le bureau de l'assemblée ou la majorité de celle-ci décide qu'il y a lieu de voter au scrutin secret.

### **23.4 Participation et vote en séance par voie électronique**

En cas de réunion physique de l'assemblée, les associés qui participent et votent à l'assemblée par voie électronique sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

En cas de tenue exclusivement dématérialisée de l'assemblée générale, les associés participent et votent par voie électronique, sans préjudice de la possibilité de voter par correspondance.

Pour le calcul du quorum, la participation des associés par voie électronique est assurée par des moyens permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective. Ces moyens transmettent au moins la voix des participants et satisfont à des caractéristiques techniques permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations.

Pour le calcul de la majorité, le vote en séance par des moyens électroniques de télécommunication doit être effectué via un site exclusivement consacré à cette fin en application de l'article R 225-61 du Code de commerce. Les membres ne peuvent accéder à ce site qu'après s'être identifiés au moyen d'un code fourni préalablement à la tenue de l'assemblée.

---

## **Article 24. Assemblée générale ordinaire**

## 24.1 Quorum et majorité

Le quorum requis pour la tenue d'une assemblée générale ordinaire est :

- sur première convocation, du quart des associés ayant droit de vote. Les associés ayant voté à distance ou donné procuration sont considérés comme présents.
- Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. L'assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés, mais seulement sur le même ordre du jour.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix exprimées par les associés présents ou représentés, calculée selon les modalités précisées à l'article 19.1. Les abstentions, les bulletins blancs ou nuls ne sont pas comptabilisés parmi les voix exprimées et sont donc exclus pour le calcul de la majorité.

## 24.2 Assemblée générale ordinaire annuelle

### 24.2.1 Convocation

L'assemblée générale ordinaire annuelle se tient dans les six mois de la clôture de l'exercice.

### 24.2.2 Rôle et compétence

L'assemblée générale ordinaire annuelle approuve les comptes et affecte les excédents, prend toutes les décisions autres que celles qui sont réservées à la compétence de l'assemblée générale extraordinaire par la loi et les présents statuts.

Elle exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et notamment :

- approuve ou redresse les comptes,
- fixe les orientations générales de la coopérative,
- agréé les nouveaux associés,
- élit les membres du conseil d'administration et peut les révoquer, fixe le montant des jetons de présence,
- approuve les conventions passées entre la coopérative et un ou plusieurs membres du conseil d'administration,
- désigne les commissaires aux comptes s'il y a lieu,
- ratifie l'affectation des excédents proposée par le conseil d'administration conformément aux présents statuts,
- donne au conseil d'administration les autorisations nécessaires au cas où les pouvoirs de celui-ci seraient insuffisants,
- autorise l'acquisition d'un bien appartenant à un associé. Si cette acquisition a lieu dans les deux ans suivant l'immatriculation et si ce bien a une valeur égale à au moins 1/10ème du capital social, le président du conseil d'administration demande au tribunal de commerce la désignation d'un commissaire chargé d'apprécier, sous sa responsabilité, la valeur de ce bien.

## 24.3 Assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement

L'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement examine les questions dont la solution ne souffre pas d'attendre la prochaine assemblée générale annuelle.

---

## Article 25. *Assemblée générale extraordinaire*

### 25.1 Quorum et majorité

Le quorum requis pour la tenue d'une assemblée générale extraordinaire est, en application des dispositions de l'article L 225-96 du Code de commerce et des dispositions statutaires permettant de fixer un quorum plus élevé :

- sur première convocation, du tiers des associés ayant droit de vote. Les associés ayant voté par correspondance ou donné procuration sont considérés comme présents.
- Sur deuxième convocation, des associés, représentant ensemble au moins le quart des droits de vote pouvant s'exercer à l'assemblée, doivent être présents ou représentés

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée de deux mois au plus en continuant d'obéir aux mêmes règles de convocation et de quorum.

Les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les associés présents ou représentés, calculée selon les modalités précisées à l'article 19.1. Les abstentions, les bulletins blancs ou nuls ne sont pas comptabilisés parmi les voix exprimées et sont donc exclus pour le calcul de la majorité.

## 25.2 Rôle et compétence

L'assemblée générale extraordinaire des associés a seule compétence pour modifier les statuts de la Scic. Elle ne peut augmenter les engagements des associés sans leur accord unanime.

L'assemblée générale extraordinaire peut notamment :

- exclure un associé qui aurait causé un préjudice matériel ou moral à la coopérative,
- modifier les statuts de la coopérative,
- transformer la Scic en une autre société coopérative ou décider sa dissolution anticipée ou sa fusion avec une autre société coopérative,
- créer de nouvelles catégories d'associés.
- modifier les droits de vote de chaque collège de vote, ainsi que la composition et le nombre des collèges.

## TITRE VII. COMMISSAIRES AUX COMPTES – REVISION COOPERATIVE

### Article 26. Commissaires aux comptes

Si la société dépasse, à la clôture d'un exercice social, deux des trois seuils visés par l'article L.225-218 du code de commerce, l'assemblée générale ordinaire désigne un commissaire aux comptes titulaire.

Lorsque le commissaire aux comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont désignés dans les mêmes conditions.

Les associés peuvent également décider de nommer un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes même si la Société ne remplit pas lesdits critères.

Leur nomination intervient dans les conditions de l'article L.225-228 du Code de commerce.

La durée des fonctions des commissaires est de six exercices. Elles sont renouvelables.

Lorsqu'ils ont été désignés, les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confèrent les articles L.225-218 à L.225-235 du code de commerce.

Le cas échéant, ils sont convoqués à toutes les réunions du conseil d'administration qui examinent ou arrêtent les comptes annuels ou intermédiaires ainsi qu'à toutes les assemblées d'associés.

La convocation est faite par lettre recommandée avec avis de réception.

### **Article 27. Révision coopérative**

---

La coopérative fera procéder tous les 5 ans à la révision coopérative prévue par l'article 19 du décret n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération et par le décret n°2015-706 du 22 juin 2015.

En outre, la révision coopérative devra intervenir sans délai si :

- trois exercices consécutifs font apparaître des pertes comptables ;
- les pertes d'un exercice s'élèvent à la moitié au moins du montant le plus élevé atteint par le capital ;
- elle est demandée par le dixième des associés ;
- elle est demandée par un tiers des administrateurs ou, selon le cas, par un tiers des membres du conseil de surveillance ;
- le ministre chargé de l'économie sociale et solidaire ou tout ministre compétent à l'égard de la coopérative en question le demande.

Le rapport établi par le réviseur coopératif sera tenu à la disposition des associés quinze jours avant la date de l'assemblée générale ordinaire. Le réviseur est convoqué à l'assemblée générale dans les mêmes conditions que les associés. Le rapport sera lu à l'assemblée générale ordinaire ou à une assemblée générale ordinaire réunie à titre extraordinaire, soit par le réviseur s'il est présent, soit par le Président de séance. L'assemblée générale en prendra acte dans une résolution.

## **TITRE VIII. COMPTES SOCIAUX – EXCEDENTS - RESERVES**

---

### **Article 28. Exercice social**

---

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre.

### **Article 29. Documents sociaux**

---

L'inventaire, le bilan, le compte de résultats de la coopérative sont présentés à l'assemblée en même temps que les rapports du Président.

### **Article 30. Excédents**

---

Les excédents sont constitués par les produits de l'exercice majorés des produits exceptionnels et sur exercices antérieurs et diminués des frais, charges, amortissements, provisions et impôts afférents au même exercice, ainsi que des pertes exceptionnelles ou sur exercices antérieurs et des reports déficitaires antérieurs.

La décision d'affectation et de répartition est prise par le conseil d'administration et ratifiée par la plus prochaine assemblée des associés.

Le conseil d'administration et l'assemblée des associés sont tenus de respecter la règle suivante :

- 15 % sont affectés à la réserve légale, qui reçoit cette dotation jusqu'à ce qu'elle soit égale au montant le plus élevé atteint par le capital ; ce montant atteint, cette dotation est affectée à la réserve statutaire.
- 100% des sommes disponibles après la dotation à la réserve légale sont affectés à une réserve statutaire ;

### **Article 31. Impartageabilité des réserves**

---

Quelle que soit leur origine ou leur dénomination, les réserves ne peuvent jamais être incorporées au capital et donner lieu à la création de nouvelles parts ou à l'élévation de la valeur nominale des parts, ni être utilisées pour libérer les parts souscrites, ni être distribuées, directement ou indirectement, au cours de la vie de la coopérative ou à son terme, aux associés ou travailleurs de celle-ci ou à leurs héritiers et ayants droit.

Les dispositions de l'article 15 et des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> alinéas de l'article 16 de la loi 47-1775 du 10 septembre 1947 ne sont pas applicables à la Scic.

## **TITRE IX. DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATION**

---

### **Article 32. Perte de la moitié du capital social**

---

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net devient inférieur à la moitié du capital social, le Conseil d'administration doit convoquer l'assemblée générale à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution anticipée de la Société.

La décision de l'assemblée générale extraordinaire doit faire l'objet d'une publication selon les modalités prévues à l'article R 225-166 du Code de commerce.

### **Article 33. Expiration de la coopérative – Dissolution**

---

A l'expiration de la Société, si la prorogation n'est pas décidée, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle la liquidation conformément à la loi et nomme un ou plusieurs liquidateurs investis des pouvoirs les plus étendus.

Après l'extinction du passif et paiement des frais de liquidation et, s'il y a lieu, des répartitions différées, les associés n'ont droit qu'au remboursement de la valeur nominale de leurs parts, sous déduction, le cas échéant, de la partie non libérée de celles-ci.

Le boni de liquidation sera attribué par décision de l'assemblée générale soit à d'autres coopératives ou unions de coopératives, soit à une entreprise de l'économie sociale et solidaire au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014.

### **Article 34. Arbitrage**

---

Toutes les contestations qui pourraient s'élever au cours de la vie de la Société ou de sa liquidation seront soumises à la Commission d'arbitrage de la Confédération Générale des Scop et des Scic.

Les contestations concernées sont celles pouvant s'élever :

- entre la Société et ses associés ou anciens associés, ainsi qu'entre les associés ou anciens associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales, notamment de l'application des présents statuts et tout ce qui en découle, ainsi qu'au sujet de toutes les affaires traitées entre la Société et ses associés ou anciens associés ;
- entre la Société et une autre société, soit au sujet des affaires sociales ou de toute autre affaire traitée.

La présente clause vaut compromis d'arbitrage.

Le règlement d'arbitrage est remis aux parties lors de l'ouverture de la procédure.

Les sentences arbitrales sont exécutoires et susceptibles d'appel devant la Cour d'appel de Paris.

Fait à Montpellier, le 7 juillet 2025

Signature :

La Direction Générale  
Cécile Degail

